

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/68

G/SCM/W/77

17 octobre 1995

(95-3123)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: espagnol

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LE CANADA¹ AU SUJET DE LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS MEXICAINES²

La Mission permanente du Mexique a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 15 septembre 1995.

REPONSES AUX QUESTIONS PRESENTEES PAR LE CANADA AU SUJET DE LA LEGISLATION MEXICAINE EN MATIERE ANTIDUMPING ET EN MATIERE DE DROITS COMPENSATEURS

Réponse à la question 1

La réponse est affirmative. En effet, la Constitution des Etats-Unis du Mexique prévoit que la Constitution et les lois adoptées par le Congrès, ainsi que les traités qui sont conformes à la Constitution, conclus par le Président de la République après approbation par le Sénat, sont les textes suprêmes de toute l'Union.

Au Mexique, les traités sont directement appliqués, ce qui signifie qu'un acte législatif n'est pas nécessaire après leur promulgation pour qu'ils soient mis en oeuvre et qu'ils soient incorporés directement au droit interne. L'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires de l'OMC, qui remplissent les conditions énoncées au paragraphe précédent, font donc partie de la législation mexicaine en matière de pratiques déloyales. Ils occupent le même rang que la Loi sur le commerce extérieur dans la hiérarchie des normes, et les autorités mexicaines sont tenues de respecter leurs dispositions.

Il n'y a pas conflit entre les deux régimes puisque l'article 2 de la Loi sur le commerce extérieur prévoit que les dispositions de cette loi sont des dispositions d'ordre public et sont d'application sur tout le territoire de la République, sans préjuger les dispositions des traités auxquels le Mexique est partie. S'il y avait contradiction entre les Accords du GATT de 1994 et la Loi sur le commerce extérieur ou si cette dernière passait certains points sous silence, ce sont donc les dispositions des Accords qui

¹G/ADP/W/29-G/SCM/W/36.

²G/ADP/N/1/MEX/1 et G/SCM/N/1/MEX/1.

prévaudraient. Le Règlement d'application de la Loi sur le commerce extérieur occupant dans la hiérarchie des normes un rang inférieur à celui des Accords du GATT de 1994, ce sont les dispositions des Accords qui prévalent sur celles du Règlement d'application.

Réponse à la question 2

Si l'OMC rend une décision que le Mexique est tenu de respecter conformément aux dispositions des accords considérés, l'autorité chargée de l'enquête adoptera une décision entérinant la décision de l'OMC afin que cette dernière soit suivie d'effet au Mexique.

Réponse à la question 3

Si l'exécution d'une décision d'un groupe spécial violait les garanties prévues par la Constitution, le seul moyen serait de présenter un recours en amparo.

Représentativité

Réponse à la question 1

Selon l'article 60 du Règlement d'application de la Loi sur le commerce extérieur, les demandeurs doivent prouver qu'ils représentent 25 pour cent au moins de la branche de production nationale. L'autorité chargée de l'enquête vérifie si ce chiffre est atteint, en comparant les renseignements dont elle dispose et diverses sources statistiques et avise les représentants du reste de la branche de production nationale afin qu'ils fassent savoir s'ils approuvent l'ouverture de l'enquête ou s'ils y sont opposés.

Réponse à la question 2

Non. Lorsque le requérant est membre d'une organisation et que c'est lui qui présente la demande, on considère qu'il la présente en son nom propre. En revanche, lorsque la demande est présentée au nom d'une organisation, on considère qu'elle a le soutien [de la majorité] des membres.

Domage

Réponse à la question 1

Il n'y a aucune contradiction entre les dispositions de l'article 29 de la Loi sur le commerce extérieur d'une part et l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires de l'OMC d'autre part, puisque tout pays quel qu'il soit, du seul fait qu'il a signé et accepté les Accords, est tenu d'évaluer le dommage avant d'imposer des droits compensateurs sur les importations de produits en provenance d'un autre Etat Membre. C'est là la réciprocité requise par la Loi sur le commerce extérieur. Cela signifie que le Mexique donne à ces pays la preuve du dommage ou de la menace d'un dommage.

Réponse à la question 2

Non. Le terme "négligeables" ("no significativas") et l'expression "n'ont aucun effet défavorable identifiable sur la production nationale" signifient "de peu d'importance" ("negligible").

Réponse à la question 3

L'article 69 du Règlement d'application énonce l'obligation, pour l'autorité chargée de l'enquête, d'examiner les autres facteurs dont elle a connaissance, indépendants des importations faisant l'objet de l'enquête et qui affectent en même temps la production nationale, pour déterminer si le dommage ou la menace de dommage allégués sont directement occasionnés par ces importations. Il donne par ailleurs la liste de ces facteurs, qui sont:

- I. le volume et les prix des importations qui ne sont pas effectuées dans des conditions de discrimination en matière de prix ou au bénéfice de subventions;
- II. la contraction de la demande ou les changements intervenus dans la structure de la consommation;
- III. les pratiques commerciales restrictives adoptées par les producteurs étrangers et nationaux et la concurrence entre ceux-ci; et
- IV. l'évolution des techniques, la productivité et les résultats à l'exportation.

Réponse à la question 4

Tout élément qui facilite l'examen des variables économiques prévues dans la loi, comme par exemple la situation du marché national, du marché international et du marché d'exportation, les cycles économiques, les facteurs qui influent sur la compétitivité, la mise au point de nouvelles techniques, etc.

Réponse à la question 5

Pour déterminer l'existence d'une menace de dommage, l'autorité chargée de l'enquête prendra en compte tous les éléments "définis" à l'article 42 qui lui permettront de considérer que de nouvelles importations accompagnées de conditions déloyales sont imminentes et qu'en l'absence de droits compensateurs il y aurait dommage. Il ressort de ce qui précède que seuls les éléments qui dénotent l'existence d'une menace de dommage sont pris en compte.

Délais prévus dans le cadre de la procédure

Réponse à la question 1

L'article 3 de la Loi sur le commerce extérieur prévoit que les délais sont comptés en jours ouvrables, alors que les délais prévus dans l'Accord sont comptés en jours du calendrier. Ces deux délais sont donc en réalité très semblables; en fait, le délai prévu par la loi mexicaine est plus long que celui qui est fixé dans l'Accord. Les deux textes sont donc parfaitement compatibles.

Conformément aux dispositions de l'article 57 de la Loi sur le commerce extérieur, la décision préliminaire doit être rendue dans un délai de 130 jours ouvrables à compter du jour suivant la publication au Journal officiel de la Fédération de la décision d'ouvrir l'enquête, mais au terme d'un délai d'au moins 45 jours si l'on fixe un droit compensatoire provisoire, selon les dispositions du paragraphe I de cet article. Ce délai correspond au délai de 60 jours de calendrier prévu à l'article 7.3 de l'Accord antidumping et à l'article 17.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires; il n'y a donc aucune contradiction entre les textes.

L'article 59 de la même loi prévoit que la décision finale est rendue dans un délai de 260 jours à compter du jour suivant la publication de la décision d'ouvrir l'enquête au Journal officiel de la Fédération.

Clause d'extinction

Réponse à la question 1

La suppression des droits ne peut être prononcée et publiée qu'après que les parties intéressées ont été avisées que le délai légal était échu. Cet article n'a pas pour objet d'avertir les parties intéressées à l'enquête que le délai de cinq ans relatif à la suppression des droits compensateurs est sur le point d'être échu mais simplement de leur faire savoir que la période considérée est écoulée et que les droits compensateurs qui ont été imposés vont être supprimés.

Réponse à la question 2

Si l'article 109 du Règlement d'application se réfère exclusivement à la suppression des droits compensateurs, néanmoins, conformément à l'article 11.5 de l'Accord antidumping et de l'article 21.5 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, les engagements en matière de prix devront être assujettis à ces dispositions, puisque, comme on l'a vu dans la réponse à la question 1, les autorités compétentes sont tenues de les respecter.

Anticontournement

Réponse

Si les instruments qui composent l'Acte final reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay ne contiennent pas de disposition en la matière, ils ne contiennent pas davantage de dispositions contraires à celles de l'article 71 de la Loi et de l'article 96 du Règlement d'application ou qui les interdisent. Il y a lieu de préciser que la question est à l'examen à l'Organisation mondiale du commerce, puisqu'elle a été portée devant le Comité des pratiques antidumping au titre de la Décision sur l'anticonournement. Lorsque la question aura été réglée, le Mexique appliquera la décision correspondante, comme il l'a fait pour les autres normes de l'Organisation mondiale du commerce.

Définition d'une subvention

Réponse à la question 1

Comme on l'a déjà dit, l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires faisant partie de la législation nationale, l'autorité chargée de l'enquête est tenue de respecter la définition du terme "subvention" contenue à l'article premier de l'Accord, ainsi que les critères de spécificité définis à l'article 2, pour les raisons exposées dans la réponse à la question 1.

Réponse à la question 2

Comme on l'a déjà dit, dès lors que l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires fait partie de la législation nationale, la Liste exemplative de subventions à l'exportation qui figure à l'annexe I de l'Accord est la liste exemplative visée à l'article 37 de la Loi, laquelle a été publiée au Journal officiel de la Fédération du 30 décembre 1994.

Subventions ne donnant pas lieu à une action

Réponse à la question 1

Oui.

Réponse à la question 2

Oui.

Calcul du montant d'une subvention

Réponse à la question 1

La méthode qui sert à calculer l'avantage conféré au bénéficiaire d'une subvention a été dûment élaborée par l'autorité chargée de l'enquête et utilisée dans plusieurs cas. Il s'agit en gros d'un transfert de ressources dans des conditions qui ne sont pas celles du marché. L'avantage correspond donc à la différence entre le prix du marché et le prix effectivement payé, multipliée par la quantité du produit subventionné considéré (eau, électricité, etc., pour ce qui concerne les subventions touchant des facteurs de production). Voir par exemple les décisions préliminaires sur les produits laminés plats en acier, publiées au Journal officiel des 14, 17 et 18 avril 1995. Toutefois, cette méthode n'a pas encore été incorporée à la législation nationale. Elle figure parmi les modifications et adjonctions que l'on prévoit d'apporter à la Loi sur le commerce extérieur et à son Règlement d'application. Elle devra être entièrement compatible avec les dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Pays en développement Membres

Réponse

Dans une enquête concernant des subventions, les autorités mexicaines se fonderont sur les dispositions de l'article 27 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et accorderont aux pays en développement Membres et aux pays les moins avancés Membres les exemptions et privilèges correspondants.

Importations massives de produits subventionnés

Réponse

Avant de répondre à cette question, il est nécessaire de préciser que l'article 93.V de la Loi sur le commerce extérieur correspond aux cas prévus à l'article 20.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Comme il n'est pas fait de distinction expresse, la législation mexicaine considère de la même manière les droits compensateurs et les droits antidumping, ce qui fait que, dans le cas exposé, les dispositions qui s'appliquent sont celles de l'article 93.V de la Loi sur le commerce extérieur.

Questions spécifiques concernant l'annexe I: Loi sur le commerce extérieur

Réponse à la question 1

L'expression "frais généraux" contenue à l'article 31.II de la Loi sur le commerce extérieur désigne effectivement les frais d'administration et de commercialisation de caractère général et toutes les autres dépenses des sociétés. C'est ce qui est dit expressément à l'article 46.II du Règlement d'application, qui définit les frais généraux comme étant les frais d'administration et de vente, les frais financiers et les autres dépenses non directement imputables, y compris les dépenses de recherche-développement et l'amortissement d'actifs non destinés à la production.

Réponse à la question 2

Une audience de conciliation peut aboutir à des formules de règlement à l'amiable et à la clôture de l'enquête qui seront, le cas échéant, incorporées à la décision pertinente, laquelle aura valeur de décision finale. Les audiences de conciliation, si elles ne sont pas prévues dans les Accords du GATT, n'y sont nullement contraires. Elles constituent en outre un mécanisme très important permettant aux parties intéressées à l'enquête d'arriver à un accord mutuellement satisfaisant et par là d'éviter que des différends surgissent par la suite. Il y a lieu de noter que l'article 5 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends prévoit les bons offices, la conciliation et la médiation. Ce sont donc là des mécanismes prévus et recommandés dans les textes du GATT en matière de règlement des différends.

Réponse à la question 3

Si le libellé utilisé à l'article 62 de la Loi sur le commerce extérieur est différent de celui des Accords du GATT, tel n'est pas le cas du Règlement d'application, qui reprend les termes des accords. Il n'y a donc en réalité aucune contradiction. Au reste, s'il y avait divergence entre le texte de l'article 62 de la Loi sur le commerce extérieur et le texte de l'article 9.1 de l'Accord antidumping et de l'article 19.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, ce sont les Accords du GATT qui prévaudraient pour les raisons qui ont déjà été exposées à diverses reprises.

Réponse à la question 4

L'importateur doit simplement attester, selon la procédure normale en matière de règles d'origine prévue dans la législation mexicaine, que le pays d'origine est différent du pays dans lequel les produits sont assujettis au paiement de droits compensateurs.

Réponse à la question 5

En raison de l'interdiction expresse d'accepter des engagements visant à restreindre les exportations à destination du Mexique, qui découle de l'Accord sur les sauvegardes de l'OMC, le Secrétariat cessera d'appliquer les sections pertinentes de l'article 72 de la Loi sur le commerce extérieur afin de respecter les dispositions des Accords de l'OMC.

Réponse à la question 6

Le texte de l'article 6 de la Loi sur le commerce extérieur évoqué à l'article 73 de ladite loi est le suivant: "... La Commission est chargée de rendre un avis sur les questions qui touchent au commerce extérieur conformément aux dispositions de la présente loi ...".

Réponse à la question 7

Conformément aux articles 149 et 150 du Règlement d'application, il faut entendre par renseignements confidentiels tous renseignements propres à l'entreprise considérée, dont la révélation ou la diffusion au public risque de nuire à la compétitivité de ladite entreprise, parmi lesquels figurent les procédés de production et les coûts de production, les conditions et modalités de vente, les coûts de distribution, l'identification des composants et tous autres éléments énumérés à l'article 149. Par renseignements commerciaux réservés, il faut entendre, aux termes de l'article 150 des informations dont la divulgation risque d'occasionner à la personne qui les possède un dommage grave et irréversible, d'ordre financier ou touchant au patrimoine, et qui peuvent comprendre, entre autres concepts, des formules secrètes et des procédés ayant une valeur commerciale, non brevetés et connus uniquement d'un groupe restreint de personnes qui les utilisent pour produire un produit marchand.

Cela dit, si une entreprise autorise la divulgation aux autres parties intéressées de renseignements qualifiés de renseignements confidentiels ou de renseignements commerciaux réservés, fournis par elle au cours d'une enquête, les autorités en autorisent l'accès.

Réponse à la question 8

La Loi sur le commerce extérieur et le Règlement d'application ne prévoient pas de temps limite pour les audiences publiques. Dans la pratique, le Secrétariat décide, au cours d'une réunion préalable avec les représentants des parties intéressées, de la durée maximum de l'exposé oral de chacune.

Réponse à la question 9

Il est interdit de présenter comme preuves les déclarations ("confesión") des autorités. Cette interdiction se fonde sur les principes du droit mexicain en vertu duquel les déclarations on trait à des faits concernant un particulier; or, les autorités sont une entité. Mais l'autorité chargée de l'enquête peut présenter ses rapports par écrit, si nécessaire.

Réponse à la question 10

Si l'autorité chargée de l'enquête décide de recourir à une procédure d'établissement des preuves, d'engager à nouveau cette procédure ou de l'étendre, elle en avise les parties intéressées afin de veiller à l'équité de la procédure, mais seulement si cela est nécessaire au bon déroulement de celle-ci. Elle n'est pas tenue d'aviser toutes les parties.

Parmi ces procédures figurent, par exemple, la visite d'inspection de l'installation de production des requérants ou la demande de renseignements additionnels à l'une ou l'autre des parties.

Réponse à la question 11

Oui.

Réponse à la question 12

Le Code des impôts de la Fédération ayant un caractère supplétif, tout ce qui touche aux procédures administratives et qui n'est pas régi expressément par la Loi sur le commerce extérieur ou son Règlement d'application sera régi par ledit Code, exception faite des notifications et des perquisitions, comme il est dit à l'article 85. Quel que soit le caractère supplétif du Code, il est évident

que celui-ci ne s'applique que pour les questions de procédure que la loi passe sous silence du moment qu'il n'est pas porté atteinte au sens de la règle de fond.

On trouvera jointe aux présentes réponses les dispositions du Code des impôts de la Fédération relatives aux procédures administratives, qui s'appliquent à titre supplétif.

Dans la pratique, l'application supplétive du Code doit être appréciée au cas par cas; présenter des passages du Code aurait un caractère limitatif.

Réponse à la question 13

Au cours de l'évaluation, l'autorité chargée de l'enquête examine les effets dommageables qui pourraient se faire sentir sur d'autres productions ainsi que sur les consommateurs. Cette évaluation consiste à déterminer les effets des droits compensateurs et d'autres facteurs dans certaines conditions du marché.

A l'issue de cette évaluation l'autorité peut, comme il est dit à l'article 90 du Règlement d'application, opter pour un droit compensateur inférieur à la marge de discrimination en matière de prix ou au montant de la subvention, pour autant qu'il suffise à éliminer le dommage ou la menace de dommage.

Réponse à la question 14

Oui.

Réponse à la question 15

Les amendes visées aux paragraphes III et IV de l'article 93 de la Loi sur le commerce extérieur s'appliquent aussi bien aux ressortissants mexicains qu'aux étrangers, y compris au gouvernement des autres Membres. Toutefois, le GATT de 1994 et les Accords de l'OMC ne disent rien de la détermination concernant les infractions et les sanctions correspondantes, et laissent aux Membres, dans l'exercice de leur souveraineté, le soin de fixer les sanctions qui s'appliquent aux actes considérés comme illicites en droit national (violation du secret par exemple).

Réponse à la question 16

La différence entre les dispositions du Code antidumping et du Code des subventions et celles de la Loi sur le commerce extérieur tient à ce que la période qui sert de base au calcul de l'amende est exprimée en mois dans la loi et en jours de calendrier dans les codes; mais l'idée est la même et trois mois équivalent, en gros, à 90 jours.

Toutefois, étant donné la différence entre les deux formules, l'autorité chargée de l'enquête appliquera les dispositions des codes du GATT pour les pays Membres, des Accords en raison de ce qui est dit en réponse à la question 1.

Réponse à la question 17

Les étrangers qui commettraient des infractions pénales ou civiles correspondant aux infractions visées à l'article 93, seront quelles que soient les dispositions des accords et traités internationaux applicables, passibles des sanctions établies par la législation en la matière.

Parmi les infractions pénales prévues à l'article 93 de la Loi sur le commerce extérieur, on peut citer notamment: falsification de documents en général (articles 243-245 du Code pénal pour le District fédéral en matière de juridiction locale et pour les autres Etats en matière fédérale); dommage et préjudice (articles 2080, 2104, 2106, 2107 et autres articles pertinents du Code civil pour le District fédéral).

Réponse a la question 18

La relation entre le Secrétariat au commerce et au développement industriel ("le Secrétariat"), et le Secrétariat aux finances et au crédit public est la suivante: le Secrétariat au commerce fixe le montant des droits compensateurs, définitifs ou provisoires, et prend les décisions correspondantes; le Secrétariat aux finances perçoit les droits et fait exécuter les décisions touchant leur application.

Il est donc possible d'attaquer les décisions du Ministère du commerce et du développement industriel instituant des droits compensateurs ou les déterminations du Secrétariat aux finances touchant la perception des droits.

Réponse à la question 19

Le texte de l'article 239*bis* du Code des impôts de la Fédération est le suivant:

"La Chambre supérieure du Tribunal fiscal de la Fédération peut, d'office ou sur requête motivée de la Chambre régionale du Secrétariat aux finances et au crédit public, statuer dans les procédures qui présentent des caractéristiques particulières. Ces caractéristiques sont les suivantes:

- i) La valeur de l'entreprise est cent fois supérieure au salaire minimum en vigueur dans la région géographique du District fédéral pour l'année.
- ii) Le règlement de l'affaire suppose de donner pour la première fois une interprétation directe d'une loi ou de fixer la portée des éléments constitutifs d'un impôt.

Si la Chambre supérieure décide d'exercer d'office la faculté que lui confère le présent article, elle en informe la Chambre régionale avant que celle-ci accepte la réponse à la plainte.

La requête du Secrétariat peut, avant l'acceptation de la réponse, être présentée par écrit à la Chambre supérieure par l'entremise de la Chambre régionale compétente, accompagnée des preuves documentaires nécessaires.

Si la Chambre régionale propose qu'une affaire soit réglée par la Chambre supérieure, elle décide de lui adresser la requête qu'elle joint à la décision acceptant la réponse à la plainte.

La décision de la Chambre supérieure d'accepter la requête ou de statuer d'office est notifiée personnellement aux parties par la Chambre régionale. En même temps que la notification, il leur est demandé d'indiquer un domicile où les notifications pourront leur être adressées dans la ville où siège la Chambre supérieure, et de désigner une personne autorisée à en accuser réception, ou, s'il s'agit des autorités, de désigner leur représentant dans la ville en question, en faisant ressortir aux parties qu'à défaut la décision de la Chambre supérieure sera notifiée par voie d'affichage.

L'instruction de l'affaire étant close, la Chambre régionale transmet l'original du dossier à la Chambre supérieure. A réception de ce dossier, le Président de la Chambre supérieure désigne un rapporteur."

Les délais (deadline) visés au dernier paragraphe de l'article 95 de la Loi sur le commerce extérieur sont définis à l'article 121 du Code des impôts de la Fédération, qui stipule que la requête d'appel doit être présentée à l'entité qui a rendu la décision attaquée (Secrétariat au commerce et au développement industriel) ou qui l'a fait appliquer (Secrétariat aux finances et au crédit public), dans les 45 jours suivant la date à laquelle la notification de ladite requête a pris effet.

Questions spécifiques concernant l'annexe II: Règlement d'application de la Loi sur le commerce extérieur

Réponse à la question 1

La traduction anglaise est entièrement erronée. Le texte anglais devrait dire: "due to situations which are transitory or circumstantial in nature". Cette disposition reconnaît qu'à court terme les ventes à perte peuvent être parfaitement normales. Ainsi, lorsqu'il se produit de fortes contractions de l'offre par suite de phénomènes naturels, gelée ou sécheresse par exemple, les coûts de production unitaires explosent. Il est évident que les ventes effectuées dans ces conditions se font à perte, puisque les producteurs ne peuvent pas se permettre de fixer les prix à un niveau suffisamment élevé pour absorber ces coûts, car ils seraient alors écartés du marché. En pareils cas, les coûts pourraient être calculés sur une période plus longue que la période couverte par l'enquête, de façon à être plus représentatifs aux fins de la comparaison avec les prix de vente. Cette règle est analogue à celle que contient la dernière phrase de l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping.

Réponse à la question 2

Les matériaux et composants indirects sont les facteurs de production qui ne peuvent pas être imputés par ligne de production, (comme l'étope, les huiles et les lubrifiants). Ce sont aussi, par exemple, les outils qui ne font pas partie des actifs fixes.

Réponse à la question 3

Le Règlement d'application est compatible avec l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. En effet, les coûts de production qui servent à déterminer qu'il y a vente à perte et à établir la valeur construite sont les mêmes. Selon l'avant-dernier alinéa du paragraphe I de l'article 46, ces coûts sont calculés sur la base des données concernant toutes les installations de production appartenant à l'exportateur, ce qui exclut les données spécifiques concernant la ou les installations de fabrication des produits exportés. En effet, pour faire la preuve que les ventes se font à perte, il faut effectuer une comparaison entre les coûts intérieurs et les prix intérieurs, et pour établir la valeur construite on calcule les prix intérieurs en faisant la somme des coûts intérieurs. Ni l'un ni l'autre ne doit être établi sur la base des coûts spécifiques concernant les produits exportés. Cette règle n'est contraire à aucune disposition de l'Accord antidumping.

Réponse à la question 4

La valeur construite porte sur les produits vendus sur le marché intérieur et non sur les produits exportés (c'est le prix intérieur, non le prix à l'exportation qui est construit). C'est pourquoi les frais d'emballage à l'exportation n'entrent pas en ligne de compte dans son calcul. En revanche, il s'agissait des frais d'emballage pour la vente sur le marché intérieur, ces frais seraient comptés dans les coûts

de production. C'est exactement ce qui est dit au dernier alinéa du paragraphe I de l'article 46 du Règlement d'application.

Réponse à la question 5

Il ressort de l'article 46.II du Règlement d'application que l'amortissement d'actifs non destinés à la production fait partie des frais généraux (gastos generales), mais pas des "frais généraux" ("overhead"). Par ailleurs, l'amortissement d'actifs non destinés à la production (bâtiments administratifs par exemple) représente des frais pour l'entreprise et doit donc être pris en compte lorsqu'il s'agit de calculer les coûts globaux. Puisqu'il s'agit de frais afférents à l'entreprise ils sont considérés comme entrant dans les frais généraux.

Le sens de l'expression "actifs hors d'usage" ("activos fuera de uso") est évident. Comme exemple d'un actif productif "hors d'usage", on peut citer un bateau de pêche au mouillage parce que, pendant la période couverte par l'enquête, les bancs de poissons n'ont pas été suffisants pour mobiliser toute la flotte de pêche.

Réponse à la question 6

Il n'y a aucune contradiction entre les deux textes. L'article 2.2.1.1 prévoit que les frais sont normalement calculés sur la base des registres de l'exportateur faisant l'objet de l'enquête. Par définition, celui qui commercialise un produit n'a pas de frais de production, mais des frais d'achat (le coût auquel il achète la marchandise à l'entreprise qui les fabrique). Comme il tient un registre de ses frais d'achat, il n'est pas dans l'impossibilité de fournir ces renseignements au Secrétariat.

Réponse à la question 7

Il s'agit d'une erreur de traduction. Le texte se rapporte au coût global déterminé par le Secrétariat en ce qui concerne les entreprises auprès desquelles les sociétés de commercialisation se fournissent.

Réponse à la question 8

Il n'y a aucun lien entre ces deux articles. Il n'y a donc pas à établir de comparaison entre eux. L'article 54 a trait aux ajustements effectués pour tenir compte des différences concernant les conditions de vente. Ce qu'il faut noter c'est que les coûts de caractère général sont imputables à toutes les ventes et ne peuvent donc pas faire l'objet d'ajustements (toutes les ventes se trouveraient dans les mêmes conditions). Quant à l'article 56, il porte sur les méthodes qui servent à opérer des ajustements pour tenir compte des différences concernant les caractéristiques physiques. Les deux textes ont un caractère contraignant.

Réponse à la question 9

L'article 55 porte sur les ajustements effectués pour tenir compte des différences de quantité. Le texte est clair. Cependant, pour en faciliter la compréhension, on peut l'expliquer comme suit. Le paragraphe I prévoit que, lorsqu'il existe un schéma de différenciation des prix en fonction de la quantité des achats, la marge de discrimination en matière de prix doit être calculée par niveaux (catégorie de volume) c'est-à-dire par exemple en comparant la valeur normale de produits d'un volume élevé et le prix à l'exportation de produits d'un volume élevé. Le paragraphe II prévoit que, lorsque le volume de certaines ventes intérieures n'est pas similaire à celui des ventes à l'exportation, les prix de ces dernières doivent être ajustés en fonction des prix sur le marché intérieur de ventes comparables en

termes de volume aux ventes à l'exportation. Par exemple, s'il n'y a pas de ventes à l'exportation de faible volume, les prix des ventes intérieures de faible volume doivent être ajustés par rapport aux prix des ventes intérieures de fort volume (en partant de l'hypothèse qu'en fait toutes les ventes à l'exportation se font à ce niveau).

Le paragraphe III énonce un certain nombre de règles limitatives. L'alinéa A concerne les marchés fictifs. L'alinéa B prévoit que le schéma de différenciation en fonction du volume doit être appliqué de manière cohérente, ce qui signifie qu'il faut démontrer que les prix des ventes de fort volume sont toujours plus bas que les prix des ventes de faible volume. On trouvera ci-joint une copie de la décision finale rendue dans l'enquête antidumping sur le papier coquille, dit "bond". Cette affaire donne une idée complète de l'application des diverses dispositions de l'article 55 du Règlement d'application. Enfin, l'expression anglaise "model of prices" ne correspond pas au texte espagnol et il y a là, encore une fois, une erreur de traduction.

Réponse à la question 10

Ces deux expressions ont un sens différent. Le dernier paragraphe de l'article 55 prévoit que, lorsque l'ajustement au titre des quantités ne peut pas se faire d'après les méthodes prévues aux alinéas I et II, il peut être effectué sur la base des renseignements figurant dans les dossiers, à savoir les données fournies par l'exportateur considéré. Le concept de "meilleurs renseignements disponibles", que renferme l'article 6.8 de l'Accord antidumping, a un sens opposé puisqu'il se rapporte à des renseignements qui n'émanent pas de l'exportateur qui fait l'objet de l'enquête.

Réponse à la question 11

Pour établir la valeur construite, il est nécessaire de calculer les coûts. Dans les pays où l'inflation est élevée, les coûts exprimés en prix courants sont faussés. Cette distorsion peut être neutralisée moyennant des ajustements. La disposition de l'Accord qui autorise ce genre d'ajustements est l'article 2.4, qui stipule: "... il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix ...".

Réponse à la question 12

Il s'agit dans les deux cas du Secrétariat au commerce et au développement industriel. Il importe néanmoins de préciser qu'un service du Secrétariat, le Service des pratiques commerciales internationales, est chargé en vertu de la législation en la matière de conduire l'enquête (voir article 75.I).

Par ailleurs, "l'autorité prononçant la décision" visée à l'article 80. In'est autre que le Secrétariat au commerce et au développement industriel; il n'y a donc pas plusieurs autorités administratives compétentes.

Réponse à la question 13

Par "fondement juridique de la demande" on entend tous les principes ou dispositions de la législation en la matière auxquels tout demandeur doit se référer pour étayer ses affirmations et ses arguments (conformément à la Section ... de la Loi sur le commerce ...).

Par "autres mesures réglementaires ou restrictions commerciales demandées à l'encontre de la marchandise visée", on entend une description des demandes présentées aux autorités compétentes afin qu'elles imposent d'autres mesures réglementaires ou restrictions, par exemple une mesure de sauvegarde.

Réponse à la question 14

La convocation visée à l'article 81.I est une notification de caractère officiel, contenue dans la publication de la décision d'ouverture d'une enquête. Elle a pour objet de permettre aux personnes qui se considèrent intéressées de participer à l'enquête afin de faire connaître ce qui leur paraît pertinent. La personne intéressée qui ne réagit pas à cette convocation ne participe pas à l'enquête et l'autorité compétente se fonde donc sur les renseignements disponibles.

Réponse à la question 15

L'article 82.I.F et l'article 83.I.F correspondent, en effet, à ce qu'on a coutume d'appeler la "règle du droit moindre". Ils sont fondés sur l'article 62 de la Loi et sur l'article 90 du Règlement d'application, qui prévoient que le droit compensateur peut être inférieur à la marge de discrimination en matière de prix ou au montant de la subvention, mais doit être suffisant pour éliminer le dommage ou la menace de dommage.

Réponse à la question 16

Selon l'article 89, les droits compensateurs applicables aux exportateurs qui, bien qu'ils en aient eu la possibilité, n'ont pas participé à l'enquête, sont fixés conformément aux marges de discrimination en matière de prix dont l'autorité chargée de l'enquête a connaissance.

Réponse à la question 17

L'article 93 ne prévoit pas que la demande des parties intéressées doit être publiée. Il précise simplement, au dernier paragraphe, que la réponse à cette demande doit être publiée.

Réponse à la question 18

Sachant que les engagements en matière de prix sont des mesures équivalant à l'imposition de droits antidumping et de droits compensateurs et que, conformément aux dispositions de l'article 112, ils ont pour objet de mettre fin aux effets dommageables du dumping ou de la subvention, ils sont soumis aux principes définis à l'article 18.1 de l'Accord sur les subventions et à l'article 8.1 de l'Accord antidumping.

Réponse à la question 19

Au sens de la Loi et de son Règlement d'application, l'expression "organisations légalement constituées" ne recouvre pas les syndicats.